

L'œuf ou la poule ? La croissance du poids de l'Etat est-elle une cause de la faible croissance ou une conséquence ?



L'exemple du Canada, et plus particulièrement du gouvernement de Jean Chrétien, démontre qu'une baisse du poids de l'Etat déclenche une reprise de la croissance dans les 12 à 18 mois qui suivent.

Avec Charles
Gave

Cet article a précédemment publié sur [le site L'institut des libertés](#)

J'ai eu beaucoup de commentaires sur mon précédent article intitulé "On vit bien en France mais pour combien de temps ?" **La thèse de cet article était que la croissance de l'appareil étatique, financé à crédit, était la principale cause de la chute constante du taux de croissance de l'économie française.** Pour prouver la relation, je montrais deux graphiques reliant le poids de l'Etat dans l'économie et la croissance "structurelle", c'est-à-dire la croissance moyenne du PIB sur les sept années précédentes.

La corrélation était parfaite. La majorité des lecteurs semblaient être d'accord avec l'analyse mais une minorité s'inquiétait fort légitimement du sens de la causalité. Après tout, me disaient-ils : "Corrélation n'est pas causation". Et d'ajouter, "Etes-vous bien sûr que la relation n'est pas: *"La faible croissance "force" l'Etat à s'engager plus et cette faible croissance pourrait avoir une autre origine que la hausse du poids de l'Etat dans l'économie ..."*.

Voilà une remarque légitime, à laquelle je vais essayer de répondre dans ce nouvel article. La discussion sur le rôle et le poids de l'Etat dans l'économie est à peu près aussi vieille que l'étude de l'Economie et historiquement, certains gouvernements démocratiquement élus ou pas, confrontés à une crise de solvabilité se sont attachés à faire baisser le poids de l'Etat dans l'économie, soit par conviction (Thatcher, Reagan), soit par pragmatisme.

Comme exemple historique d'une volonté plutôt pragmatique qu'idéologique, je vais prendre le Canada après l'élection de 1993. La situation du pays à l'époque était dramatique : déficits extérieurs et déficits intérieurs abyssaux, dette de l'Etat en pourcentage du PNB en hausse constante. Voilà qui préfigurait la France d'aujourd'hui. Les Canadiens, à la place d'appeler leur monnaie le "Dollar Canadien" en était venu à le surnommer le "Peso Canadien".

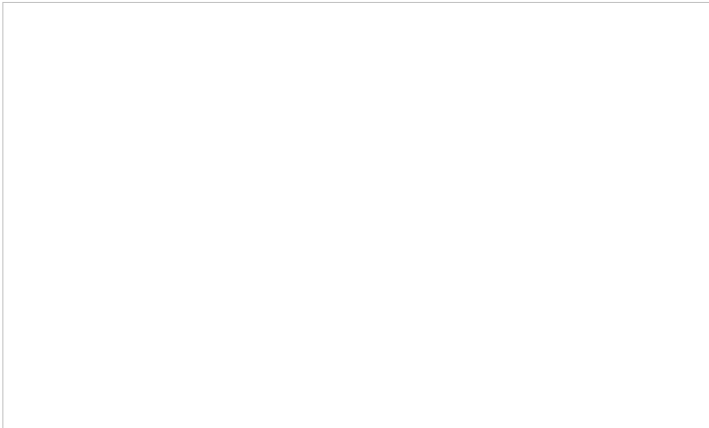
En 1993, devant cette situation dramatique, les élections portèrent au pouvoir Jean Chrétien du parti Libéral Canadien, plutôt à gauche sur l'échiquier électoral Canadien. (La notion que seul un parti de Droite peut faire reculer l'Etat est une idée qui n'a aucune justification historique).

Conformément à leur programme électoral, Chrétien et son ministre des Finances Paul Martin commencèrent à faire baisser sèchement les dépenses de l'Etat, ce qu'ils firent avec beaucoup de vigueur. **Paul Martin avait coutume de dire qu'il y avait deux solutions pour faire reculer le Moloch : soit « raboter » un peu chaque dépense, ce qui ne marche JAMAIS, soit y aller à la**

hache pour supprimer ce qui était vraiment inutile, ce qui marche toujours, mais est mal vu par les groupes de pression divers et variés qui vivent de prébendes non gagnées et ne voient jamais pourquoi cela devrait s'arrêter

Et à la hache ils y allèrent, gaiement, sous les sarcasmes de tous les économistes qui annoncèrent un désastre imminent... Dépression économique, explosion du chômage, appauvrissement généralisé, rien ne manquait à l'appel.

Voici les résultats (*cliquer pour agrandir*)



En 4 ans, les dépenses de l'Etat baissèrent de 4 points de PIB (ligne rouge échelle de gauche), c'est-à-dire de près de 20%. Promesses tenues.

Pendant les deux premières années, la croissance du PIB resta médiocre avant de s'envoler ensuite (il semble en effet qu'il faille à peu près deux ans pour que la cure de désintoxication fasse son effet)

De façon complètement incompréhensible (pour les Keynésiens bien sûr, mais pas pour les économistes sérieux), nous n'avons eu de récession, ni en 1994, ni en 1995 ni plus tard. Le chômage se mit à baisser, le niveau de vie à monter, les taux d'intérêt à s'écrouler... Bref, le bonheur économique total. **En fait, il fallut attendre vingt ans pour que le Canada connaisse une récession (période hachurée grise) alors qu'auparavant le Canada se payait une récession tous les 4 ou 5 ans**, le Canada échappant même « miraculeusement » et sans problème à la récession américaine de 2001-2003

Encore plus curieusement (pour les Keynésiens), le taux de croissance structurel, après deux ans de stagnation au niveau pré réformes, se mit à remonter sec pour retourner à plus de 3.5 % par an pendant 10 ans de suite, avant que l'économie ne soit touchée par la crise américaine de 2008, que le Canada passa d'ailleurs beaucoup mieux que la quasi-totalité des pays occidentaux à l'exception de la Suède ou de la Suisse qui suivaient bien sûr le même genre de politique.

Comme Madame Thatcher ou Ronald Reagan auparavant, à l'élection suivante, le parti Libéral et son président furent réélu sans aucun problème. Une fois de plus, il était prouvé que quand un élu fait une politique "courageuse", il est réélu sans problème. Sont toujours battus ceux que de Gaulle appelait les fromages blancs...

Je peux montrer ce même genre de graphique sur la Suède après 1992, la Grande Bretagne avec Madame Thatcher, les USA sous Reagan ou Clinton (Gingricht), en Asie depuis 1998... **Partout et toujours, une baisse du poids de l'Etat déclenche une hausse de la croissance dans les 12 à 18 mois qui suivent.**

Donc, et je conclus la dessus :

OUI, c'est bien la croissance du poids de l'Etat qui fait ralentir l'économie.

OUI, faire reculer l'Etat c'est organiser sous les deux années suivantes le retour de la croissance.

CQFD